

Article de Paul Bouchet publié dans *Le Semeur*, N° spécial « La situation étudiante française », 1949.

## SYNDICALISME ETUDIANT

Durant plus de trois années, le syndicalisme étudiant a vécu sa période héroïque.

Né dans l'instabilité de la Libération, il a dû s'organiser de façon durable tandis que disparaissaient tant de mouvements éphémères.

Accueilli par un scepticisme général, il lui a fallu s'affirmer auprès des autorités, de l'opinion, des étudiants eux-mêmes.

Basé sur un milieu particulièrement atteint par les difficultés de l'après-guerre, il lui a fallu entreprendre sans tarder l'action concrète nécessaire.

Avec une rapidité incroyable en d'autres temps, mais imposée par le rythme même de l'époque, le syndicalisme a fait face à ces diverses tâches. Aujourd'hui, il existe un mouvement syndical étudiant reconnu officiellement comme tel, appuyé par les diverses organisations politiques et confessionnelles, fier des exceptionnelles réalisations qu'il peut déjà compter à son actif. Et on a pu constater, à l'occasion du récent Congrès du Touquet, l'intérêt réellement sans précédent qu'il suscite de toutes parts. L'avènement du syndicalisme est reconnu comme le fait majeur et essentiel de l'histoire étudiante depuis la Libération.

En réponse aux interrogations de nos camarades, l'expérience de ces trois années permet aujourd'hui de montrer aussi clairement et simplement que possible d'où vient le syndicalisme étudiant, ce qu'il est, où il va.

L'histoire du syndicalisme étudiant est simple. Il ne s'agit pas d'un système sorti tout armé du cerveau de quelque idéologue en chambre, mais d'une expérience concrète, dont la naissance et le développement ont été directement conditionnés par les faits, dans une époque où ceux-ci sont particulièrement implacables.

Or, deux faits dominent l'histoire étudiante ces dernières années : le changement toujours plus accentué de la situation étudiante et, en correspondance, la prise de conscience croissante du milieu étudiant.

S'il y a un syndicalisme étudiant, c'est parce que, d'une part, ce changement de la situation étudiante l'a rendu nécessaire, et parce que, d'autre part, la prise de conscience correspondante l'a rendu possible.

La plupart des étudiants se rendent compte du changement survenu dans la situation étudiante par rapport à l'avant-guerre, mais beaucoup n'en mesurent exactement ni l'étendue, ni la portée. Fixés sur les difficultés transitoires nées du conflit, ils ne voient pas que la guerre n'a fait qu'accélérer une évolution inéluctablement poursuivie depuis près d'un demi-siècle.

C'est cependant une constatation d'évidence, et une rapide comparaison suffit à montrer le caractère définitif et profond du changement survenu de 1900 à nos jours, tant dans la situation sociale et économique de l'étudiant que dans sa condition intellectuelle et morale.

En 1900, il y avait 30000 étudiants, presque tous fils de familles largement aisées (c'était, ne l'oublions pas l'époque du « bas de laine » français, de la France banquier de l'Europe). Il y en a aujourd'hui 125000, recrutés essentiellement dans une classe moyenne prolétarisée par les crises économiques successives, et même, par les premières mesures de démocratisation dans les classes ouvrières et paysannes.

En 1900, l'étudiant faisait à juste titre figure de privilégié, dépensant plusieurs fois ce que gagnait un manœuvre. Et l'on parlait de « jeunesse dorée ». Aujourd'hui, l'étudiant est objectivement un être particulièrement défavorisé : plus de la moitié des étudiants n'ont pas le minimum vital, un sur quatre doit, pour vivre, travailler en dehors de ses études, le nombre des tuberculeux y est de cinq à six fois plus grand que dans le reste de la jeunesse. Et l'on parle d'un prolétariat étudiant...

En 1900, on avait le loisir de s'attarder dans une vie étudiante, symbole du bon temps, à parfaire sa culture générale. Aujourd'hui, la course au diplôme, la recherche rapide d'une spécialisation, le souci des débouchés sont des préoccupations qui s'imposent à la majorité des étudiants dès leur

entrée en Faculté.

Les loisirs mêmes ne sont plus les nôtres. Psychologiquement, la « joyeuse époque 1900 » a pour nous le charme désuet des temps à jamais révolus, Et le familier des fameuses brasseries du début du siècle va rejoindre l'escolier médiéval et le bohème romantique dans la légende étudiante.

Aussi bien un mot caractérise le sens de cette évolution : on parle aujourd'hui couramment dans la presse la moins prolétarienne de « prolétarisation » du milieu étudiant.

Semblable situation, spécialement dans un pays où a cours la maxime : « Aide-toi, l'Etat-Providence t'aidera », appelait une action étudiante, et, pour entreprendre cette action, un mouvement approprié.

Ainsi rendu nécessaire par le changement de la situation étudiante, le syndicalisme a été rendu possible par la prise de conscience que ce changement a permise. Cette prise de conscience est reconnue aujourd'hui par tous les observateurs de la vie universitaire. Nulle part on ne parle de l'insouciance de notre génération. Le développement des entreprises coopératives, la naissance de la Mutualité étudiante, l'expérience nouvelle des maisons communautaires, la participation croissante des responsables étudiants aux comités d'Œuvres traduisent concrètement cette majorité de l'étudiant désireux de s'occuper, autant que faire se peut, de ses propres affaires.

Mais là aussi beaucoup, impressionnés par l'indifférence de surface qu'affectent encore de trop nombreux étudiants, n'apprécient pas ces manifestations de la conscience étudiante à leur juste valeur, qui apparaît si l'on mesure l'évolution accomplie depuis un demi-siècle.

On l'oublie trop en effet : depuis la disparition de la corporation médiévale, il n'y avait plus de groupement étudiant. Et le bohème romantique symbolise l'individualisme de 1789, compris dans son sens le plus anarchique. C'est seulement durant ce dernier demi-siècle que l'idée même d'un mouvement étudiant a peu à peu repris naissance, par une marche progressive dont il est aisé de marquer les principales étapes.

Dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, se constituèrent dans les différentes villes universitaires des « associations générales d'étudiants », qui se fédérèrent dès 1907, en une union nationale. Ces associations naquirent d'un besoin de solidarité alors purement moral, dans une époque facile où

la vie étudiante était éparpillée en des cercles et clubs multiples, et leur appellation, même de « corporations » traduisait leur nostalgie de la corporation médiévale par-delà un siècle d'individualisme outrancier.

La première après-guerre, puis la crise économique de 1928 allaient donner à ce besoin de solidarité les premières occasions de se manifester de façon plus concrète. Devant les premières difficultés matérielles du milieu étudiant l'UN et les AG allaient entreprendre une série de réalisations remarquables pour l'époque : le sana de Saint-Hilaire-du-Touvet, les premiers restaurants coopératifs, la série des offices (tourisme, sport, presse), le Comité supérieur des oeuvres, etc ... Mais ces réussites étaient dues essentiellement à quelques individualités brillantes ou dévouées parvenues à l'UN, sans liaison réelle avec les AG, atteintes d'une crise grave de recrutement en nombre et en qualité.

Quatre années d'occupation allaient amener la fin du corporatisme d'avant-guerre et marquer la dernière étape de la période pré-syndicale. En effet, malgré les efforts de quelques dirigeants, l'UN corporative, paralysée par un apolitisme aussi dangereux qu'imprécis, ne sut pas prendre la position que commandait à la fois l'honneur et l'intérêt étudiant et devenir le foyer naturel de la résistance étudiante. Cependant, malgré cette carence du mouvement qui prétendait les représenter, les plus courageux et les plus clairvoyants des étudiants prirent conscience de leur devoir de patriotes face à l'ennemi et d'intellectuels face à l'oppression. De la « Marche à l'Etoile » du 11 novembre 1940 aux dernières semaines de la lutte qui virent tomber Gilbert Dru, le milieu étudiant peut s'enorgueillir d'avoir donné proportionnellement le plus de martyrs, à la liberté.

La Libération trouvait donc une génération exceptionnellement consciente, ouverte aux idées neuves et hardies, à la recherche de la formule de son union. Le petit parlement qu'était l'UPOE (Union patriotique des organisations d'étudiants), né de la faillite de l'UN corporative, apparaissait bien vite comme un organisme transitoire et inefficace.

C'est alors que, quelques camarades venus de tous les horizons de la Résistance fondèrent une commission d'études syndicales au sein de l'AG lyonnaise. Le conseil d'administration de l'UN accepta en janvier 1946 de confier à cet organisme la préparation d'un projet de réforme de l'UN et

des AG.

En avril, la commission proposait au congrès national le projet d'une « déclaration des droits et devoirs de l'étudiant », qui, adoptée, allait devenir la « charte de Grenoble ». Cette déclaration reconnaissait en l'étudiant un « jeune travailleur intellectuel » et exprimait à chacun de ces titres les droits et les devoirs qui en découlent. Il est difficile déjà aujourd'hui d'imaginer quelle nouveauté représentait l'adoption de ce texte de principe, et quel tournant il a marqué dans l'histoire étudiante.

En dehors de sa signification historique, l'importance pratique de la charte de Grenoble a été considérable. Qu'il suffise de rappeler que c'est en se basant expressément sur la reconnaissance de l'étudiant comme jeune travailleur intellectuel qu'a été obtenue l'extension à son profit de la Sécurité sociale, et qu'a pu être engagée la campagne pour le présalaire.

Parmi les droits de l'étudiant en tant que travailleur, la charte prévoyait « le libre exercice des droits syndicaux ». Le syndicalisme étudiant était né sur le plan national.

\*\*\*

Ce n'est pas par hasard ou à mauvais escient que le mouvement étudiant porte la dénomination de syndical. Le choix de ce terme nouveau n'a pas seulement marqué, lors de la Libération, l'abandon du terme ancien de « corporatif », dévalorisé par l'abus qu'en avait fait l'autoritarisme vichyssois. Il se justifie positivement par ce fait que le mouvement étudiant est effectivement syndical par ses buts, sa base, son programme d'action.

Par ses buts, le syndicalisme se différencie du corporatisme apolitique. La vieille UN corporative, en posant l'apolitisme comme un principe, définissait ses buts négativement et s'imposait une limitation arbitraire. Le mouvement syndical, au contraire, prend en charge, l'ensemble des droits et devoirs des étudiants exprimés par la Charte, sans accepter à l'avance d'autre limitation de principe que l'intérêt étudiant.

Par sa base, le syndicalisme se différencie du parlementarisme, formule UPOE. Celle-ci groupait les étudiants à travers leur adhésion à un parti ou une confession donnée, alors que le mouvement syndical les réunit en fonction de leur seule qualité d'étudiant.

Pour caractériser ce choix de la non-

discrimination politique et confessionnelle comme base et l'autonomie de décision envers les partis et confessions qui en est le corollaire, on a forgé un néologisme peu heureux, mais utile : l'apartitisme.

La distinction ainsi faite entre apolitisme et apartitisme n'est pas purement verbale, mais permet de dissiper une confusion fondamentale. qui, à travers la charte d'Amiens et les deux grandes scissions, a suscité d'incessantes difficultés au syndicalisme ouvrier.

Si, en effet, l'apartitisme s'impose comme la seule base possible de notre mouvement étudiant, on ne saurait par contre dénoncer trop fortement les méfaits de l'apolitisme conçu comme un principe. La critique de l'apolitisme est facile et surabondante. L'apolitisme est presque toujours une équivoque - le contenu du mot politique est variable suivant les lieux et les époques - souvent une hypocrisie - qui cache une incapacité ou une peur de prendre nettement position - parfois une lâcheté - car il est des heures où l'intérêt étudiant évident commande de prendre position, dût cette position être baptisée politique. Il suffit de rappeler que c'est paralysée par l'apolitisme que l'UN corporative fit faillite aux heures graves de l'occupation, et jusqu'au bout s'abstint de prendre position pour la résistance étudiante,

Pour qui examine concrètement la situation, il existe deux faits distincts et également incontestables : l'interdépendance des problèmes étudiants et des problèmes dits politiques, d'une part ; la profonde division en des partis et des confessions divers de notre milieu étudiant. Le premier de ces faits condamne l'apolitisme érigé en principe, tandis que le second impose l'apartitisme comme une nécessité pratique.

Un troisième fait s'impose à quiconque veut établir un programme d'action étudiante ; le caractère illusoire des revendications en ordre dispersé. Nos camarades de Lettres l'ont appris récemment à leurs dépens. A juste titre, ils avaient demandé l'instauration d'une année dite propédeutique. Cependant l'acceptation officielle de cette mesure de revalorisation les avait mis eux-mêmes dans un cruel embarras. Car, non assortie de mesures de démocratisation correspondantes, sans bourses nouvelles prévues à cet effet, cette année supplémentaire d'étude coûteuses contribue à rendre plus difficile la condition étudiante.

Un programme d'ensemble est donc nécessaire, différenciant l'action syndicale de tous les réformismes à la petite semaine. Le mouvement syndical a établi ce programme en regroupant et ordonnant toutes les revendications isolées autour de deux grands thèmes directeurs : démocratisation, revalorisation, eux-mêmes liés entre eux, Toute démocratisation sans revalorisation correspondante est un leurre ; elle conduit il l'encombrement des carrières et au chômage intellectuel. Toute revalorisation sans démocratisation correspondante est également un leurre ; en ne donnant pas les moyens de remplacer la sélection selon la fortune par la sélection selon le mérite, elle va à l'encontre de son propre but et ne fait que renforcer l'esprit de caste,

Cela ne signifie nullement que le mouvement syndical étudiant refuse toute réforme progressive, dans l'attente messianique de quelque révolution universitaire. Mais cela veut dire que, désormais, chaque revendication immédiate est étudiée et soutenue comme un élément d'un tout, assortie de toutes mesures complémentaires nécessaires, et en pleine connaissance de ses implications et de ses divers effets.

Mais si le syndicalisme étudiant est bien un syndicalisme, par ses buts, sa hase, son programme d'action, il est à d'autres égards un syndicalisme original. La tradition si particulière du milieu étudiant, dont a hérité le mouvement syndical, suffirait à justifier cette originalité.

Mais elle tient encore plus à la double originalité de l'étudiant, celle d'être un jeune et celle d'être un intellectuel.

L'étudiant est un jeune : être ouvrier, c'est un état, être étudiant n'est qu'une étape ; il y a une classe ouvrière, il n'y a qu'un milieu transitoire étudiant.

L'étudiant est un intellectuel : à ce titre, il a des droits et des devoirs propres, en plus de ceux qui lui sont communs avec l'ensemble des autres travailleurs. Et il est bien évident que la part la plus originale et la plus haute de signification de l'activité du mouvement étudiant doit être de promouvoir ces droits et de faire prendre conscience de ces devoirs.

On voit par là, à la lumière de l'expérience de ces trois années telle qu'elle a façonné le mouvement étudiant, en quoi le syndicalisme étudiant est bien un syndicalisme, en quoi il est un syndicalisme original.

\*\*\*

Mais la période héroïque du syndicalisme vient de se terminer.

Aujourd'hui, ainsi que cela a été sensible au congrès du Touquet, le mouvement syndical entre dans une nouvelle phase de sa carrière.

D'une part, la situation étudiante paraît s'améliorer du fait de la disparition des difficultés transitoires nées de la guerre, et par suite aussi des efforts du syndicalisme lui-même.

D'autre part, le véritable souffle qui souleva la conscience étudiante lors de la Résistance et de la Libération est tombé, et une nouvelle génération, encore dans les basses classes du lycée durant la guerre, occupe les amphis.

Le mouvement syndical connaît dès lors les vicissitudes propres à tous les mouvements qui ont grandi rapidement ; il a à se garder des systématisations des doctrinaires, de l'opportunisme des ralliés, de l'inexpérience des néophytes.

Cependant, les raisons profondes qui ont promu ce syndicalisme demeurent et le rendent plus que jamais nécessaire. La démocratisation de l'enseignement et la multiplication du nombre des intellectuels sont des faits que l'on peut freiner, mais non pas arrêter. Démocratisation et revalorisation n'ont pas encore reçu leur solution définitive.

Dès lors, la destinée du syndicalisme est contenue tout entière dans trois mots : conscience union efficacité.

C'est la tâche première du syndicalisme d'éveiller la conscience étudiante.

Est-il besoin d'en montrer l'urgence et l'ampleur ? Si l'on ne voyait pas l'évolution déjà accomplie, on ne pourrait qu'être effrayé de l'inconscience d'un trop grand nombre d'étudiants en face des responsabilités qui sont les leurs, dans un pays et un monde en pleine transformation. Mais l'expérience de ces trois années le prouve. Cette inconscience n'est très souvent qu'ignorance, et la majorité des étudiants, lorsqu'on prend la peine de les informer, sont capables de compréhension et d'enthousiasme.

Depuis que fut votée la charte de Grenoble, le nombre croît chaque année des responsables qui se rendent compte que, dans la situation actuelle du monde, ils ne peuvent se contenter d'être des marchands de soupe ou les conservateurs des traditions gaillardes. La passion même avec

laquelle sont discutées les questions internationales, malgré les préjugés qui l'anime souvent, traduit un intérêt croissant. Un travail d'information considérable est nécessaire, que le mouvement syndical est en mesure d'entreprendre sans plus tarder et duquel dépendent en grande partie ses progrès futurs.

Dans un monde en plein bouleversement, où les valeurs les mieux établies sont remises en question, l'éparpillement actuel des forces étudiantes constitue un dangereux anachronisme. Un effort d'union est nécessaire.

Cette union, dont l'éventualité soulève encore tant de scepticisme, est possible. Toutes les AG qui ont appliqué la formule syndicale ont connu des progrès extrêmement rapides. L'AG lyonnaise, par exemple, est passée de 1200 adhérents en 1946 à 6500 sur 8000 étudiants inscrits en faculté en 1948. Le mouvement est sensible dans l'ensemble du pays. Il est possible d'affirmer maintenant que la majorité des étudiants sont membres du mouvement syndical.

Un critère important de la possibilité et de la valeur de cette union est de plus donnée au mouvement syndical par les organisations politiques et confessionnelles d'étudiants. Aucune de ces organisations ne conteste plus le caractère représentatif de la nouvelle UN. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu sans monopole de droit, alors que ce monopole (qui existe en Suisse par exemple) aurait pu être

attribué au mouvement syndical s'il l'avait accepté.

Celle union est efficace. Elle a permis de résoudre le problème capital de la santé de l'étudiant par l'extension à son bénéfice de la Sécurité Sociale. Celle-ci, loin d'être une servitude pour l'étudiant, est devenue par la gestion mutualiste un instrument de son affranchissement.

Il peut en être de même pour toute autre question. La liberté individuelle de l'étudiant n'est pas une entité indépendante des lieux et des circonstances. Aucun système à priori ne saurait la mettre, une fois pour toutes, hors d'atteinte. C'est chaque jour et dans la solution apportée à chaque problème qu'il faut la défendre, C'est aux étudiants eux-mêmes qu'il appartient de le faire.

Il n'est pas deux façons de terminer aujourd'hui un exposé sur le syndicalisme étudiant, particulièrement lorsqu'un responsable en fin de mandat s'adresse à des étudiants encore dans les amphes. Cette conclusion ne peut être qu'un appel. A chacun d'entendre cet appel et de prendre ses responsabilités,

L'avenir étudiant dépend dans une très large mesure du syndicalisme. Celui-ci sera ce que le feront les syndicalistes, c'est-à-dire les étudiants les plus capables de conscience, d'union et d'efficacité.

BOUCHET,

Ancien Président de l'AG de Lyon.